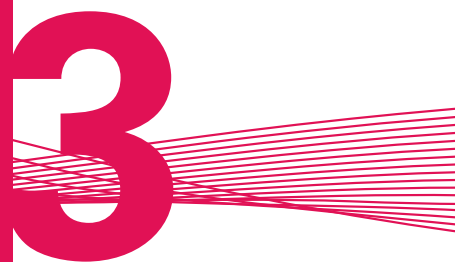


L'ACTIVITÉ BANCAIRE ET FINANCIÈRE



56 Le système bancaire
et financier

58 Les actifs
et les passifs financiers
de la clientèle non financière

63 Les comptes d'exploitation
des établissements de crédit



LE SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER

L'organisation

À l'exception des caisses de Crédit municipal, toutes les catégories d'établissements de crédit (définies par l'article L 511-9 du Code Monétaire et Financier) sont présentes dans les quatre DOM, la collectivité départementale de Mayotte et les collectivités d'outre-mer de Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Martin et Saint-Barthélemy (cf. annexe). À la fin de l'année 2008, 38 établissements de crédit étaient installés localement, dont 20 banques, 17 sociétés financières et 1 institution financière spécialisée.

Si le système bancaire des DCOM conserve des caractéristiques qui lui sont propres, notamment en raison de la taille des marchés, les évolutions récentes l'amènent progressivement à converger vers le système métropolitain. La quasi-totalité des établissements purement locaux a disparu au profit de rapprochements avec de grands groupes bancaires, dans le sillage des mouvements de concentration observés sur le plan national. L'année 2008 a vu la restructuration du réseau de sociétés financières du groupe BNP Paribas, avec l'absorption du Crédit Moderne Guyane par le Crédit Moderne Antilles au mois de mai : la dénomination du nouvel ensemble devient Crédit Moderne Antilles Guyane. La société financière CAFINEO a été créée ; son capital est détenu par le Crédit Moderne Antilles Guyane, le Crédit Moderne Océan Indien et le groupe de distribution CAFOM.

Le système bancaire dans les DCOM

	Décembre 2006	Décembre 2007	Décembre 2008
Établissements de crédits locaux	38	38	38
Banques	20	20	20
Sociétés financières	17	17	17
Autres	1	1	1
Nombre de guichets bancaires	647	665	680
Nombre de guichets automatiques	1 184	1 243	1 281
Nombre de comptes bancaires	4 516 670	4 630 245	4 681 846
Nombre de cartes bancaires en circulation	1 782 089	1 877 930	1 956 766

Données 2008 provisoires

Outre le réseau bancaire local, certains établissements de crédit interviennent directement dans les DCOM depuis la métropole. L'IEDOM collecte des informations auprès de sept établissements financiers non installés mais intervenant régulièrement et de façon significative : il s'agit de Natexis, la CASDEN, la Compagnie de Financement Foncier (CFF), Dexia, la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC), la Banque Européenne d'Investissement (BEI) et l'Agence Française de Développement (AFD). Parallèlement, un certain nombre d'établissements, soit environ 150 fin 2008, interviennent de façon significative (encours supérieur à 1 million d'euros) directement depuis la métropole dans le financement des entreprises et des administrations publiques locales, sans disposer de guichets localement.

La couverture bancaire dans les DCOM continue de se densifier. La création de 15 nouvelles agences bancaires en 2008 porte leur nombre total à 680 unités. Bien qu'en amélioration, leur densité, avec 1 guichet pour 3 000 habitants, demeure inférieure à celle constatée de la métropole (1 guichet bancaire pour 1 600 habitants en 2007). La situation par département est contrastée : alors que la densité à Saint-Pierre-et-Miquelon dépasse le ratio hexagonal, la zone océan Indien accuse un net sous-équipement en matière de guichet bancaire.

Parallèlement, l'installation de nouveaux DAB-GAB s'est poursuivie, avec 38 nouvelles unités en un an. Saint-Pierre-et-Miquelon et la Martinique sont les mieux équipés, avec respectivement un DAB-GAB pour 875 habitants et un pour 1 200 habitants, soit une densité équivalente à celle de la France métropolitaine (un DAB-GAB pour environ 1 200 habitants en 2007).

Ces évolutions s'accompagnent d'un ralentissement des ouvertures de comptes bancaires. Leur nombre progresse de 1,1 % en 2008 pour un total de 4,7 millions. Le nombre de cartes bancaires en circulation dans les DCOM atteint près de 2 millions.

En termes de bancarisation, les DCOM enregistrent en moyenne 0,78 compte à vue par habitant en 2008, soit un niveau inférieur à celui constaté en métropole (1,13 compte à vue par habitant en 2007). C'est à Saint-Pierre-et-Miquelon et à la Martinique que le nombre de comptes à vue par habitant est le plus élevé, avec respectivement 1,47 et 1,08 comptes à vue par habitant. Inversement, la bancarisation reste faible à Mayotte ainsi qu'en Guyane, avec respectivement 0,26 et 0,44 compte à vue par habitant.

Saint-Pierre-et-Miquelon, vue de Saint-Pierre



LES ACTIFS ET LES PASSIFS FINANCIERS DE LA CLIENTÈLE NON FINANCIÈRE

Les actifs financiers de la clientèle non financière

Au 31 décembre 2008, le total des **actifs financiers** collectés par les établissements de crédit des départements et collectivités d'outre-mer (DCOM) dépasse **23,5 milliards d'euros**, en hausse de 2,2 % sur l'année. Si les actifs financiers progressent dans toutes les géographies, la croissance est nettement moins soutenue qu'en 2007. À La Réunion notamment, elle se limite à 0,6 %, contre 8 % en 2007. La croissance des actifs financiers en 2008 est tirée par la hausse des placements liquides et à court terme, dont l'encours progresse de 9,1 %.

Les dépôts à vue

Les dépôts à vue, qui représentent 33 % du total des actifs financiers dans les DCOM, présentent un encours de 7,8 milliards d'euros en recul de 1,3 % en 2008, contre une hausse de 8 % en 2007. Les dépôts à vue des ménages stagnent (+0,1 %) alors que ceux des entreprises s'inscrivent en repli de 2,4 %.

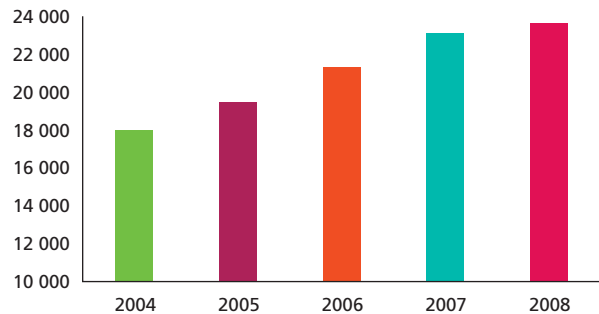
Si les montants des dépôts à vue stagnent ou reculent sur la plupart des géographies (jusqu'à -3 % à la Martinique), ils progressent en revanche de 6 % en Guyane.

Les placements liquides ou à court terme¹

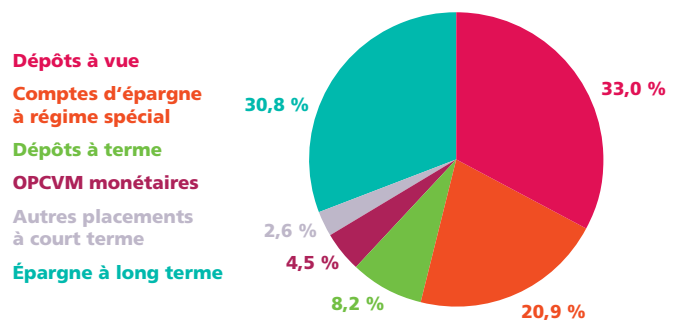
L'encours des placements liquides ou à court terme des DCOM atteint plus de 8,5 milliards d'euros au 31 décembre 2008, en progression de 9,1 % en 2008 (+12,1 % en 2007). Cette catégorie d'actifs, qui représente 36,1 % de l'ensemble des actifs financiers, augmente sur toutes les géographies. La hausse est particulièrement prononcée à la Guadeloupe avec 12,8 %.

Première composante des placements liquides ou à court terme (57,8 %), les comptes d'épargne à régime spécial bénéficient non seulement du relèvement des taux de l'épargne réglementée mais également de l'engouement des épargnants pour des

Évolution des actifs financiers (en millions d'euros)



Répartition des actifs par nature au 31 décembre 2008



formes de placements sans risques de pertes. Leur encours augmente de 8,4 % en 2008 et atteint 4,9 milliards d'euros.

Avec une progression très dynamique de 24,8 % en 2008 (+20,8 % en 2007), conséquence d'une évolution favorable des taux et d'un besoin de collecte des banques, les dépôts à terme confirment leur deuxième position au sein des placements liquides : ils concentrent 22,6 % de l'encours à fin décembre 2008.

Dans un contexte de tensions sur les marchés monétaires, les encours d'OPCVM monétaires affichent un repli dans les DCOM en 2008. Après avoir enregistré une croissance à deux chiffres en 2007 (+24 %), l'encours accuse un recul de 3,7 %. Ils subissent l'arbitrage des épargnants vers des placements jugés plus sûrs.

Répartition des actifs financiers au 31 décembre 2008

en millions d'euros

	Guadeloupe	Guyane	Martinique	Mayotte	Réunion	SPM	Total
Dépôts à vue	2 045	553	1 807	158	3 145	71	7 779
Placements liquides ou à court terme	2 113	367	2 126	114	3 677	111	8 508
dont comptes d'épargne à régime spécial	1 306	244	1 280	48	1 997	40	4 914
dont comptes à terme	470	67	436	54	824	69	1 920
dont autres placements à court terme	337	56	409	13	856	2	1 674
Épargne à long terme	1 771	253	1 830	56	3 326	15	7 252
Total	5 929	1 173	5 763	328	10 148	197	23 539

Épargne à long terme gérée par les établissements de crédit

Les données présentées ici ne sont pas exhaustives car elles n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance-vie souscrits auprès des établissements de crédit et n'incluent pas ceux souscrits auprès des compagnies d'assurance. Elles contribuent néanmoins à une estimation des placements à long terme.

Au 31 décembre 2008, l'encours d'épargne à long terme gérée par les établissements de crédit des DCOM dépasse 7 milliards d'euros, en recul de 1,4 % sur un an. Subissant les effets des pertes de valorisation sur les marchés boursiers, les placements d'épargne à long terme diminuent dans tous les DCOM, mais c'est en Guyane que la baisse est la plus importante (-4,8 %). Ainsi, la part de l'épargne à long terme dans l'ensemble des actifs recule de 1 point à 30,8 %.

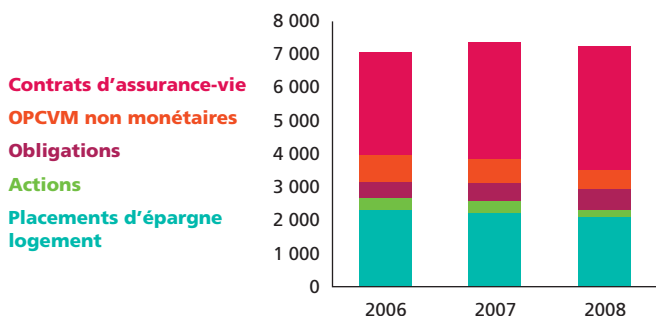
Les produits d'assurance-vie représentent plus de la moitié (50,9 %) de l'épargne à long terme, avec un encours de 3,7 milliards d'euros. Si ce type de placements demeure privilégié par les épargnants, son rythme de croissance s'infléchit en 2008 (+5,6 % contre +13,8 % en 2007).

Les placements d'épargne logement (29,1 % des placements à long terme) diminuent de 5,6 %, à un peu plus de 2 milliards d'euros. L'ouverture de nouveaux PEL a été rendue moins attractive depuis 2006 par le changement de réglementation qui conditionne le versement de la prime d'État à la réalisation d'une construction. En métropole, la contraction de l'encours des PEL en 2008 atteint 11,5 %.

Les encours des OPCVM non monétaires (8,5 % des placements à long terme) se contractent de 18,1 %. Les placements en actions (3,4 %) et en obligations (8,1 %) connaissent des évolutions qui reflètent celles des marchés sur lesquels elles sont cotées (respectivement -31 % et +14 %).

Répartition de l'épargne à long terme au 31 décembre

(en millions d'euros)



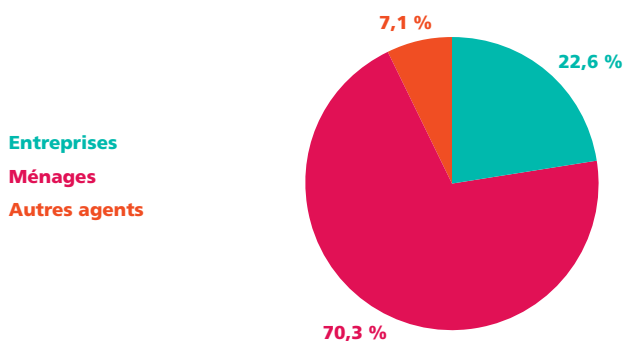
1 Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles, sans risque de perte de capital, à savoir les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A, ordinaires, bleus, jeunes et d'épargne populaire, les Codevi et les comptes d'épargne-logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM monétaires).



Répartition des actifs par agent économique

Les actifs financiers des DCOM sont détenus à hauteur de 70,3 % par les ménages, soit un encours de 16,5 milliards d'euros au 31 décembre 2008, en hausse de 3,2 % sur un an. Les entreprises détiennent 22,6 % des actifs. La prépondérance des ménages dans la détention des actifs financiers est particulièrement marquée à la Martinique (73 %) alors qu'elle est beaucoup plus faible à Mayotte (51 %).

Répartition des actifs financiers par agent économique au 31 décembre 2008



Les passifs financiers de la clientèle non financière

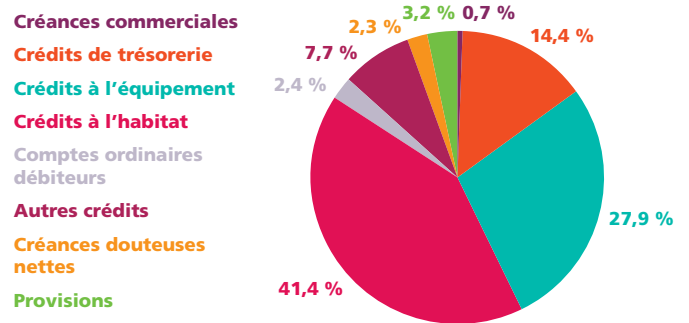
Évolution des concours bancaires par nature

Au 31 décembre 2008, l'ensemble des concours bancaires consentis dans les départements et collectivités d'outre-mer atteint 34,6 milliards d'euros, dont 69,2 % sont accordés par les établissements installés localement. L'encours brut des crédits enregistre une hausse de 8,5 % en 2008, après une augmentation de 10,8 % en 2007. L'évolution des crédits accordés par les établissements locaux est similaire (+8,1 %).

/ Répartition de l'ensemble des concours par type de produit

La croissance de l'encours en 2008 est tirée par la progression des crédits à l'équipement (+11,6 %). Ces derniers représentent 27,9 % de l'ensemble des concours accordés et sont détenus à 63 % par les entreprises. Si leur progression se limite à 6,5 % à La Réunion, elle atteint 18,5 % à la Martinique et 22,2 % en Guyane. À Mayotte, les crédits à l'équipement connaissent en 2008 une très vive croissance (+45 %) témoignant des investissements engagés par les collectivités locales. Première composante des concours accordés aux agents économiques des DCOM avec 41,4 % de l'encours total, soit 14,3 milliards d'euros, les crédits à l'habitat progressent de

Répartition des concours bancaires de l'ensemble des établissements par nature au 31 décembre 2008



7,1 % en 2008. Ils sont détenus à 58,1 % par les ménages. La Guyane et Mayotte enregistrent en 2008 une croissance de leurs encours de crédits à l'habitat à deux chiffres, avec respectivement 12,2 % et 13 %. La hausse est contenue à 6,1 % à la Martinique et 6,2 % à La Réunion, essentiellement en raison d'une stabilisation des encours immobiliers des entreprises¹.

Les crédits de trésorerie représentent 14,4 % des concours et progressent de 6,9 % en 2008. Du fait de leur nature, ils sont distribués essentiellement par les établissements locaux (93,4 %).

Concours bancaires accordés par l'ensemble des établissements de crédits au 31 décembre 2008

concours nets en millions d'euros

	Guadeloupe	Guyane	Martinique	Mayotte	Réunion	SPM	Total
Créances commerciales	39	13	25	5	158	3	243
Crédits de trésorerie	1 053	209	1 145	156	2 415	23	5 000
Crédits à l'équipement	1 803	559	2 256	243	4 768	32	9 662
Crédits à l'habitat	3 017	1 009	2 891	150	7 206	64	14 337
Comptes ordinaires débiteurs	230	50	174	41	342	4	841
Autres crédits	507	141	574	75	1 351	5	2 652
Créances douteuses nettes	211	39	182	15	329	7	781
Provisions	353	64	278	7	384	10	1 096
Clientèle non financière	7 212	2 085	7 524	692	16 952	147	34 611

Mayotte, zone d'habitat diffus, ville de SADA



/ Répartition et évolution des concours des établissements locaux par type de crédit

À fin décembre 2008, 69,3 % de l'ensemble des concours accordés à la clientèle des DCOM sont distribués par les établissements de crédit locaux. Leur poids est variable selon les géographies, s'étageant de 43,6 % en Guyane à 80 % à Saint-Pierre-et-Miquelon. Le montant des concours accordés par les établissements de crédit installés localement progresse de 8,1 % en 2008, contre +11,4 % en 2007, et atteint près de 24 milliards d'euros au 31 décembre 2008.

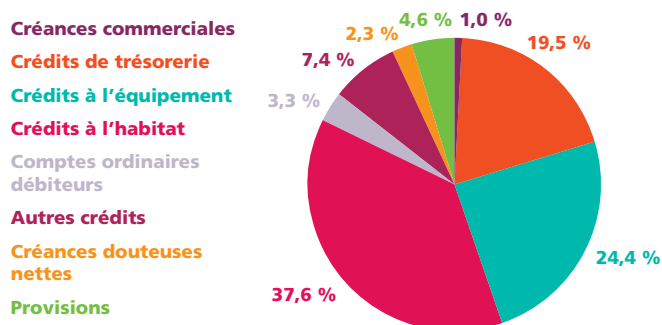
L'encours distribué par les établissements de crédits locaux est constitué à 37,6 % de crédits à l'habitat, soit près de 9 milliards d'euros. Les crédits à l'habitat sont eux-mêmes détenus à 83,4 % par les ménages. Avec une croissance de 9,6 % en 2008, ils contribuent significativement à la croissance générale de l'encours. Néanmoins, leur rythme de croissance s'infléchit comparativement à 2007 (+13,4 %).

Deuxième poste de crédit dans les établissements locaux avec 24,4 % des concours, l'encours des crédits à l'équipement progresse de 8,9 % en 2008 (+17,1 % en 2007) et atteint 5,8 milliards d'euros. Ce ralentissement est à imputer en priorité aux collectivités locales dont l'encours recule de 2,8 % après une hausse de 28 % en 2007. Cette moindre croissance est particulièrement visible à La Réunion où la hausse passe de 19,3 % en 2007 à 2,9 % en 2008.

L'encours des crédits de trésorerie, qui représentent 19,5 % des crédits accordés par les établissements locaux, a progressé de 5,7 % en 2008, à 4,7 milliards d'euros. Ils sont octroyés à 72,7 % aux ménages.



Répartition des concours bancaires locaux par nature au 31 décembre 2008



1 Défisicalisation, habitat social, promotion immobilière.

Concours bancaires accordés par les établissements de crédit installés localement au 31 décembre 2008

concours nets en millions d'euros

	Guadeloupe	Guyane	Martinique	Mayotte	Réunion	SPM	Total
Créances commerciales	38	9	25	5	156	3	236
Crédits de trésorerie	967	185	1 078	130	2 291	19	4 669
Crédits à l'équipement	1 038	152	1 329	138	3 167	15	5 839
Crédits à l'habitat	1 555	382	1 905	110	4 982	58	8 992
Comptes ordinaires débiteurs	209	45	154	41	329	4	783
Autres crédits	315	51	376	23	999	2	1 766
Créances douteuses nettes	147	20	137	11	233	6	556
Provisions	353	64	277	7	384	10	1 095
Clientèle non financière	4 622	908	5 281	465	12 542	118	23 936



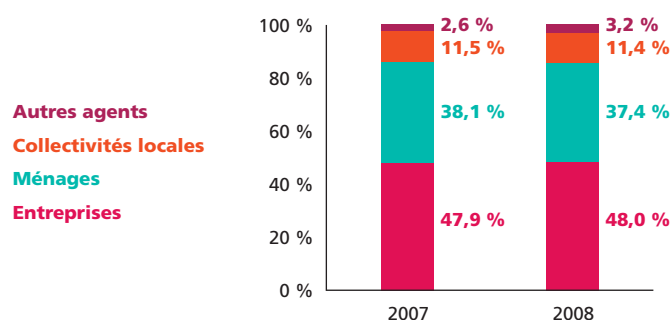
Évolution des concours bancaires par agent économique

/ Répartition de l'ensemble des concours par type de clientèle

Près de la moitié des crédits accordés aux agents économiques des DCOM sont consentis aux entreprises. Avec 48 % du total des encours au 31 décembre 2008, leur part demeure stable sur un an. Leurs encours de crédit continuent de progresser à un rythme soutenu (+9,3 %). Cette croissance est tirée par la hausse des crédits à l'équipement (+14,3 %) qui constituent près de 39 % des crédits accordés à cette catégorie d'agents. Les crédits immobiliers destinés aux entreprises¹, soit 38 % de leur endettement bancaire, augmentent de 4,5 %. Les crédits de trésorerie, bien que ne représentant que 8,3 % des concours accordés aux entreprises, progressent de 18,7 %.

Les ménages détiennent 37,4 % de l'ensemble des concours accordés aux agents économiques des DCOM. Leur encours progresse de 7 % en 2008 (contre 10,4 % en 2007). Cette croissance est tirée par celle des crédits à l'habitat (+9 %) qui constituent 70 % des crédits accordés aux ménages. Les crédits à la consommation, deuxième composante des crédits de cette catégorie d'agents (32 %), ne progressent que de 2,8 % en 2008.

Répartition des concours bancaires par agent économique accordés par l'ensemble des établissements de crédits



Les collectivités locales captent 11,4 % des concours bancaires des DCOM. Leur encours, constitué pour l'essentiel de crédits à l'équipement (96 %), enregistre une hausse de 7,6 % en 2008, après la très forte croissance de 2007 (+16,5 %). C'est à La Réunion que le rythme de croissance des encours aux collectivités locales s'infléchit le plus, passant de 31 % en 2007 à 3 % en 2008.

Répartition des concours de caractères bancaires au 31 décembre 2008

concours nets en millions d'euros

	Entreprises	Ménages	Collectivités locales	Autres agents	Total
Créances commerciales	243	-	-	-	243
Crédits de trésorerie	1 298	3 601	101	-	5 000
Crédits à l'équipement	6 086	-	3 576	-	9 662
Crédits à l'habitat	6 013	8 323	0	-	14 337
Comptes ordinaires débiteurs	689	142	10	-	841
Autres crédits	1 395	183	37	1 037	2 652
Créances douteuses nettes	489	224	-	69	781
Provisions					1 096
Clientèle non financière	16 213	12 472	3 724	1 037	34 611

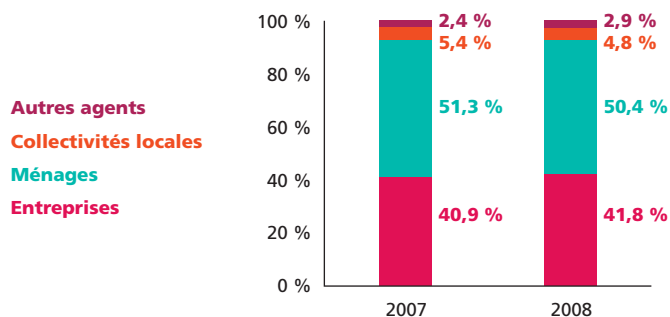
/ Répartition et évolution des concours des établissements locaux par type de clientèle

Avec 50,4 % du total des crédits distribués par les établissements de crédit installés localement, les ménages sont les principaux bénéficiaires des financements accordés par les établissements locaux. Avec une progression de 6,8 % en 2008, inférieure à celle de 2007 (10 %), l'encours sain des crédits aux ménages atteint désormais 11,2 milliards d'euros. Il se compose à 67 % de crédits à l'habitat et à 30,2 % de crédits de trésorerie qui progressent respectivement de 8,8 % et 2,5 %.

Les entreprises détiennent 41,8 % des concours accordés par les établissements de crédit locaux, soit plus de 9 milliards d'euros. Cela constitue 59,3 % de l'ensemble des concours dont elles bénéficient, le solde étant contracté auprès d'établissements métropolitains. En hausse de 11 % sur un an, la croissance de l'encours est tirée par la hausse des crédits à l'équipement (+11,6 %) qui représentent 52 % des concours consentis localement aux entreprises.

Le financement des collectivités locales n'est assuré qu'à hauteur de 29 % par les établissements de crédit locaux. Ainsi, les collectivités locales ne bénéficient que de 4,8 % de l'ensemble des concours accordés par les établissements installés localement. Leur encours recule de 2,6 % en 2008 après la vive croissance de 2007 (+30,6 %).

Répartition des concours bancaires par agent économique accordés par les établissements de crédits installés localement



1 Défisicalisation, habitat social, promotion immobilière.

Répartition des concours de caractères bancaires au 31 décembre 2008

concours nets en millions d'euros

	Entreprises	Ménages	Collectivités locales	Autres agents	Total
Créances commerciales	236	-	-	-	236
Crédits de trésorerie	1 219	3 393	58	-	4 669
Crédits à l'équipement	4 835	-	1 004	-	5 839
Crédits à l'habitat	1 473	7 519	0	-	8 992
Comptes ordinaires débiteurs	631	141	10	-	783
Autres crédits	930	183	5	648	1 766
Créances douteuses nettes	356	193	-	6	556
Provisions					1 095
Clientèle non financière	9 679	11 429	1 078	648	23 936

LES COMPTES D'EXPLOITATION DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

Il convient de rappeler que cette partie repose sur l'analyse d'un échantillon de 13 banques, dont 9 situées dans la zone DFA et 4 dans la zone océan Indien. En conséquence, les conditions d'exploitation décrites ci-après ne reflètent pas nécessairement, en niveau comme en tendance, celles de l'ensemble des établissements de crédit locaux des DOM.

Le total de bilan des banques des DCOM progresse de 8 % en 2008 et atteint 18,4 milliards d'euros au 31 décembre 2008. Cependant, cette situation révèle des évolutions différenciées. Dans les DFA, les banques enregistrent en 2008 un niveau d'activité soutenu. Le total de bilan des banques de l'échantillon progresse de 9 % et atteint 8,5 milliards d'euros. Cette croissance est portée par le dynamisme de la distribution de crédits (+12,9 %), qui représentent 72,8 % du total de l'actif. En revanche, la collecte de dépôts n'a que très peu augmenté (+1,7 %), creusant le déficit du solde des opérations de trésorerie (+76,3 %). Excédentaires jusqu'en 2005, les banques des DFA affichent en 2008 un besoin de financement global de plus de 1 milliard d'euros.



© Phovoir

Dans l'océan Indien, la progression du total de bilan des banques a été moins soutenue (+7 %) que dans les DFA. Au 31 décembre 2008, il atteint 9,9 milliards d'euros. La croissance des encours de crédits en 2008 s'est significativement infléchi (+6 %, contre +13,5 % en 2007) et la collecte des dépôts a progressé au même rythme que dans les DFA (+1,7 %). Ainsi, dans cette zone également, le besoin global de financement se creuse (+9 %). En décembre 2008, la position nette emprunteuse s'élève à 3,2 milliards d'euros.

La qualité du portefeuille des banques évolue de façon contrastée dans les deux zones géographiques en 2008. Dans les DFA, l'assainissement des portefeuilles des banques de l'échantillon s'est poursuivi. La baisse (-3,2 %) du montant des créances douteuses brutes, associée au développement de l'activité de crédit, permet d'abaisser le taux de créances douteuses de 1,1 point, à 7,3 %. À l'inverse, dans l'océan Indien, si le taux de

créances douteuses demeure moins élevé (4,9 %) que dans les DFA, il se dégrade de 0,4 point sous l'effet de l'augmentation de 18,5 % du montant des créances douteuses brutes.

Le produit net bancaire (PNB) progresse très légèrement (+1,1 %) en 2008 (+5,3 % en 2007). Cette situation résulte d'évolutions contraires entre les DFA et l'océan Indien.

Dans les DFA, le PNB progresse de 4,2 %. Le rythme de croissance a ralenti par rapport à 2007 (+6,1 %) et demeure nettement inférieur à celui du total de bilan (+9 %). Le produit net des opérations avec la clientèle, qui représente 86 % du PNB, progresse de 10,2 %. Cependant, ces produits sont amputés par le solde des opérations de trésorerie dont le déficit se creuse de 130 %, à 39 millions d'euros. Par catégorie de produit, si les intérêts nets progressent de 1,5 %, la hausse du PNB est tirée par les commissions nettes (+5,7 %, soit 41,3 % du PNB).

Bilan agrégé dans les DFA

en millions d'euros

	31/12/06	31/12/07	31/12/08	Var. 08/07
Actif				
Opérations de trésorerie	1 673	1 653	1 654	0,1 %
Opérations avec la clientèle	4 868	5 499	6 208	12,9 %
Opérations diverses	517	580	551	-5,0 %
Valeurs immobilisées	83	90	116	28,3 %
Total de bilan	7 141	7 822	8 529	9,0 %
Passif				
Opérations de trésorerie	1 958	2 193	2 748	25,3 %
Opérations avec la clientèle	4 260	4 672	4 751	1,7 %
Opérations diverses	329	358	360	0,6 %
Capitaux propres	594	599	670	12,0 %

Bilan agrégé dans l'océan Indien

en millions d'euros

	31/12/06	31/12/07	31/12/08	Var. 08/07
Actif				
Opérations de trésorerie	765	1 042	1 142	9,6 %
Opérations avec la clientèle	6 569	7 458	7 904	6,0 %
Opérations diverses	628	655	760	16,0 %
Valeurs immobilisées	90	92	94	2,2 %
Total de bilan	8 052	9 248	9 899	7,0 %
Passif				
Opérations de trésorerie	3 158	4 017	4 385	9,2 %
Opérations avec la clientèle	3 746	4 043	4 112	1,7 %
Opérations diverses	281	201	349	73,4 %
Capitaux propres	867	987	1 054	6,7 %

Dans l'océan Indien, pour la première fois, le PNB recule de 2,5 %. La bonne tenue des produits nets tirés des opérations avec la clientèle (+9,3 %) ne suffit pas à compenser l'augmentation du coût du refinancement (+30,8 %). En termes de composantes, les intérêts nets diminuent de 1,1 % alors que les commissions nettes progressent de 1,9 %, constituant désormais 34,3 % du PNB (+1,5 point).

Dans les DFA, la bonne maîtrise des frais généraux (+1 %) permet au résultat brut d'exploitation de progresser de 15,6 %. Le coefficient net d'exploitation¹ baisse de 2 points, à 75,1 %. Le coût du risque, qui diminue, apporte une contribution toujours positive au résultat, bien que moins importante qu'en 2007 (4 millions d'euros en 2008 contre 7 millions d'euros en 2007). Le résultat net des banques des DFA progresse de 24,6 %, à 66 milliards d'euros.

Dans l'océan Indien, les frais généraux augmentent de 3,5 % ce qui, conjugué à la baisse du PNB, fait reculer le résultat brut d'exploitation de 8,5 %. Le coefficient net d'exploitation se dégrade de 2,6 points, mais demeure à un niveau nettement inférieur (59,3 %) à celui des banques des DFA. Le coût du risque s'alourdit, passant de 28 à 50 millions d'euros (+75,9 %). D'importantes plus-values sur cessions d'immobilisations financières et le moindre montant des impôts en 2008 permettent au résultat net des banques de l'océan Indien de progresser de 12 % à 83 milliards d'euros.

¹ (Frais généraux + dotations aux amortissements)/produit net bancaire. Par construction, le coefficient net d'exploitation s'améliore quand son niveau diminue.

Compte de résultat agrégé dans les DFA

	2006	2007	2008	Var. 08/07
(+) Opérations de trésorerie et interbancaire	-4	-17	-39	130,0 %
(+) Opérations avec la clientèle	302	333	367	10,2 %
(+) Opérations sur titres	1	2	2	7,1 %
(+) Autres opérations	86	91	96	5,8 %
(=) Produit net bancaire	385	408	425	4,2 %
(-) Frais généraux	290	302	305	1,0 %
dont frais de personnel	172	180	181	0,8 %
dont services extérieurs	110	114	116	1,5 %
(-) Dotations aux amortissements	13	14	13	-3,5 %
(-) Divers	2	1	1	40,6 %
(=) Résultat brut d'exploitation	80	92	106	15,6 %
(-) Coût du risque	-7	-7	-4	-41,0 %
Résultat d'exploitation	88	98	110	11,7 %
Résultat courant avant impôt	88	99	110	11,4 %
Résultat net	49	53	66	24,6 %

Compte de résultat agrégé dans l'océan Indien

	2006	2007	2008	Var. 08/07
(+) Opérations de trésorerie et interbancaire	-81	-111	-145	30,8 %
(+) Opérations avec la clientèle	320	353	386	9,3 %
(+) Opérations sur titres	5	8	7	-6,9 %
(+) Autres opérations	81	89	82	-7,6 %
(=) Produit net bancaire	325	339	331	-2,5 %
(-) Frais généraux	178	177	183	3,5 %
dont frais de personnel	110	105	110	4,4 %
dont services extérieurs	61	65	67	2,1 %
(-) Dotations aux amortissements	16	16	15	-1,8 %
(-) Divers	-0	-0	-2	724,6 %
(=) Résultat brut d'exploitation	132	147	135	-8,5 %
(-) Coût du risque	11	28	50	75,9 %
Résultat d'exploitation	120	119	85	-28,5 %
Résultat courant avant impôt	114	111	107	-4,2 %
Résultat net	71	74	83	12,0 %